

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03462]

21 DECEMBRE 2013. — Loi modifiant la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, la loi du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur et le chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (i), en ce qui concerne les coffres dormants (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi vise une matière réglée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur*

Art. 2. L'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, remplacé par la loi du 22 juillet 1991, est complété par la phrase suivante :

"Plus aucune opposition ne pourra être signifiée à l'Office à compter du 1^{er} janvier 2014".

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur*

Art. 3. L'article 2, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur est complété par ce qui suit :

“— les obligations au porteur qui prennent la forme d'un titre collectif et qui sont délivrées à un organisme de liquidation à des fins d'immobilisation, sauf pour l'application de l'article 4.”.

Art. 4. Dans l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Les titres au porteur qui n'ont pas été convertis conformément à l'article 5, doivent être convertis en titres nominatifs ou en titres dématérialisés, au plus tard le 31 décembre 2013, dans les limites des dispositions statutaires et du cadre légal et réglementaire de l'émission.";

2° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots "dans deux organes de presse de diffusion nationale, dont un en français et un en néerlandais," sont abrogés.

Art. 5. A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, entre la première et la deuxième phrase est insérée la phrase suivante :

"Les titres en opposition sont inscrits dans le registre nominatif, au nom de l'émetteur sous une rubrique séparée jusqu'à l'extinction de l'opposition. Cette inscription ne constitue pas un acte de disposition tel que visé à l'article 16 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur."

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Aucune saisie, mise sous séquestre ou blocage d'un compte-titre ouvert au nom de l'émetteur ou d'une inscription nominative faite au nom de l'émetteur en exécution du présent article, n'est autorisée.".

Art. 6. L'article 10 de la même loi est complété par les mots :

"et ce même après le dépôt des titres non vendus auprès de la Caisse conformément à l'article 11, § 4, de la présente loi.".

Art. 7. À l'article 11 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

"§ 1^{er}. À partir du 1^{er} janvier 2015, les titres admis à la négociation sur un marché réglementé et dont le titulaire ne s'est pas fait connaître au jour de la vente, sont vendus par l'émetteur sur un marché réglementé.

FEDERALE OVERHEIDSSTUUDIENST FINANCIEN

[C – 2013/03462]

21 DECEMBER 2013. — Wet tot wijziging van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder, van de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder en van hoofdstuk V van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (i), voor wat betreft de slapende safes (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder*

Art. 2. Artikel 2, eerste lid, van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder, vervangen bij de wet van 22 juli 1991, wordt aangevuld met de volgende zin :

"Vanaf 1 januari 2014 kan geen verzet meer worden aangetekend bij het Kantoor.".

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder*

Art. 3. Artikel 2, tweede lid, van de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder wordt aangevuld als volgt :

“— obligaties aan toonder die de vorm aannemen van een verzamelfect en die, met het oog op de immobilisering ervan, aan een vereffeninginstelling worden aangeboden, tenzij voor de toepassing van artikel 4.”.

Art. 4. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"De effecten aan toonder die niet overeenkomstig artikel 5 zijn omgezet, moeten uiterlijk op 31 december 2013 worden omgezet in effecten op naam of in gedematerialiseerde effecten, binnen de beperkingen van de statutaire bepalingen en binnen de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitgifte."

2° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden ", in twee persorganen met nationale verspreiding, waarvan één in het Nederlands en één in het Frans," opgeheven.

Art. 5. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt tussen de eerste en de tweede zin de volgende zin ingevoegd :

"De effecten waartegen verzet is aangetekend worden op naam van de emittent ingeschreven in het register op naam, onder een aparte rubriek, tot het verzet is uitgedoofd. Deze inschrijving is geen daad van beschikking als bedoeld in artikel 16 van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder."

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De inbeslagname, sekwestratie of blokkering van een op naam van de emittent geopende effectenrekening of van een inschrijving op naam van de emittent overeenkomstig dit artikel, is niet toegelaten."

Art. 6. Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden :

", ook na neerlegging van de niet-verkochte effecten bij de Kas overeenkomstig artikel 11, § 4, van deze wet."

Art. 7. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

"§ 1. Vanaf 1 januari 2015 worden de effecten die tot de verhandeling op een geregelteerde markt worden toegelaten en waarvan de rechthebbende zich niet heeft bekendgemaakt op de dag van de verkoop, door de emittent verkocht op een geregelteerde markt.

Cette vente a lieu moyennant publication préalable au *Moniteur belge* et sur le site internet de l'entreprise de marché exploitant l'activité du marché réglementé sur lequel les titres seront vendus d'un avis contenant le texte du présent paragraphe et invitant le titulaire à faire valoir ses droits sur les titres. La vente ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis et est initiée dans les trois mois qui suivent.

L'émetteur peut imputer sur le produit de la vente les frais qu'il a dû exposer en raison de la tenue et la gestion des titres inscrits en compte-titres à son nom par application de l'article 9 et en raison de la conversion de plein droit des titres émis par lui.

L'émetteur peut se porter acquéreur des titres mis en vente. En ce qui concerne les actions, parts bénéficiaires ou certificats s'y rapportant, il respecte les conditions prévues à l'article 620 du Code des sociétés, à l'exception de la condition visée à l'article 620, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des sociétés à laquelle il peut être dérogé pour l'application du présent alinéa. Si les conditions de l'article 620 du Code des sociétés ne sont pas remplies, le rachat peut être effectué par l'émetteur exclusivement en vue de la destruction immédiate des titres rachetés. Dans ce dernier cas, l'émetteur respecte les conditions prévues à l'article 621 du Code des sociétés.

Les sommes issues de la vente, déduction faite des frais visés à l'alinéa 3, sont déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité de titulaire en demande la restitution. La Caisse des Dépôts et Consignations n'est responsable de la restitution de ces sommes que pour autant qu'elle les a reçues de l'émetteur en exécution de cet alinéa. Les intérêts courus sur ces sommes reviennent à la Caisse des Dépôts et Consignations dès leur dépôt auprès de celle-ci.

Le Roi peut fixer les modalités de la vente, du dépôt et des restitutions prévus au présent paragraphe.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2015, les titres qui ne sont pas admis à la négociation sur un marché réglementé et dont le titulaire ne s'est pas fait connaître au jour de la vente sont vendus en vente publique par l'émetteur.

Cette vente a lieu moyennant publication préalable au *Moniteur belge* et sur le site internet d'une entreprise de marché exploitant le marché des ventes publiques sur lequel les titres seront vendus, d'un avis contenant le texte du présent paragraphe et invitant le titulaire à faire valoir ses droits sur le titre. La vente ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis et est initiée dans les 3 mois qui suivent.

L'émetteur peut imputer sur le produit de la vente les frais qu'il a dû exposer en raison de la tenue et de la gestion des titres inscrits en compte-titres à son nom par application de l'article 9 et en raison de la conversion de plein droit des titres émis par lui.

L'émetteur peut se porter acquéreur des titres mis en vente. En ce qui concerne les actions, parts bénéficiaires ou certificats s'y rapportant, il respecte les conditions prévues à l'article 620 du Code des sociétés, à l'exception de la condition visée à l'article 620, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des sociétés à laquelle il peut être dérogé pour l'application du présent alinéa. Si les conditions de l'article 620 du Code des sociétés ne sont pas remplies, le rachat peut être effectué par l'émetteur exclusivement en vue de la destruction immédiate des titres rachetés. Dans ce dernier cas, l'émetteur respecte les conditions prévues à l'article 621 du Code des sociétés.

Les sommes issues de la vente, déduction faite de l'imputation visée à l'alinéa 3, sont déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité de titulaire en demande la restitution. La Caisse des Dépôts et Consignations n'est responsable de la restitution de ces sommes que pour autant qu'elle les a reçues de l'émetteur en exécution de cet alinéa. Les intérêts courus sur ces sommes reviennent à la Caisse des Dépôts et Consignations dès leur dépôt auprès de celle-ci.

Le Roi peut fixer les modalités de la vente, du dépôt et des restitutions prévus au présent paragraphe.";

Deze verkoop heeft plaats mits voorafgaande bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de marktonderneming die de geregelmenteerde markt exploiteert van waarop de effecten verkocht zullen worden, van een bericht dat de tekst van deze paragraaf bevat en waarin aan de rechthebbende wordt gevraagd zijn rechten op de effecten op te eisen. De verkoop kan pas geschieden na het verstrijken van de termijn van een maand na de bekendmaking van het bericht, en wordt gestart binnen de drie daaropvolgende maanden.

De emittent kan op de opbrengst van de verkoop de kosten in mindering brengen die hij heeft moeten maken voor het houden en voor het beheer van de effecten die op zijn naam zijn ingeschreven op een effectenrekening met toepassing van artikel 9 en voor de omzetting van rechtswege van de door hem uitgegeven effecten.

De emittent kan de te koop aangeboden effecten kopen. Wat betreft de aandelen, winstbewijzen of certificaten die er betrekking op hebben, voldoet hij aan de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen, met uitzondering van de in artikel 620, § 1, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van vennootschappen bedoelde voorwaarde, waarvan kan worden afgeweken voor de toepassing van dit lid. Indien de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen niet vervuld zijn, kan de terugkoop enkel worden uitgevoerd door de emittent met het oog op de onmiddellijke vernieling van de teruggekochte effecten. In dit laatste geval voldoet de emittent aan de voorwaarden van artikel 621 van het Wetboek van vennootschappen.

De bedragen afkomstig van de verkoop, na aftrek van de in het derde lid bedoelde kosten, worden gestort bij de Deposito- en Consignatiekas, totdat een persoon die op geldige wijze zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, de teruggave ervan vraagt. De Deposito- en Consignatiekas is slechts verantwoordelijk voor de teruggave van deze bedragen voor zover ze die in uitvoering van dit lid vanwege de emittent heeft ontvangen. De interessen op deze bedragen komen toe aan de Deposito- en Consignatiekas zodra zij bij haar zijn gestort.

De Koning kan de nadere regels vastleggen voor de in deze paragraaf bedoelde verkoop, storting en teruggave.

§ 2. Vanaf 1 januari 2015 worden de effecten die niet tot de verhandeling op een geregelmenteerde markt worden toegelaten en waarvan de rechthebbende zich niet heeft bekendgemaakt op de dag van de verkoop, in openbare verkoop verkocht door de emittent.

Deze verkoop heeft plaats mits voorafgaande bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van een marktonderneming die de markt van de openbare veiling exploiteert waarop de effecten verkocht zullen worden, van een bericht dat de tekst van deze paragraaf bevat en waarin aan de rechthebbende wordt gevraagd zijn rechten op het effect op te eisen. De verkoop kan slechts geschieden na het verstrijken van de termijn van een maand na de bekendmaking van het bericht, en wordt gestart binnen de 3 daaropvolgende maanden.

De emittent kan op de opbrengst van de verkoop de kosten in mindering brengen die hij heeft moeten maken voor het houden en voor het beheer van de effecten die op zijn naam zijn ingeschreven op een effectenrekening met toepassing van artikel 9 en voor de omzetting van rechtswege van de door hem uitgegeven effecten.

De emittent kan de te koop aangeboden effecten kopen. Wat betreft de aandelen, winstbewijzen of certificaten die er betrekking op hebben, voldoet hij aan de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen, met uitzondering van de in artikel 620, § 1, eerste lid, 2^o, bedoelde voorwaarde van het Wetboek van vennootschappen, waarvan kan worden afgeweken voor de toepassing van dit lid. Indien de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen niet vervuld zijn, kan de terugkoop enkel worden uitgevoerd door de emittent met het oog op de onmiddellijke vernieling van de teruggekochte effecten. In dit laatste geval voldoet de emittent aan de voorwaarden van artikel 621 van het Wetboek van vennootschappen.

De bedragen afkomstig van de verkoop, na aftrek van de in het derde lid bedoelde kosten, worden gestort bij de Deposito- en Consignatiekas, totdat een persoon die op geldige wijze zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, de teruggave ervan vraagt. De Deposito- en Consignatiekas is slechts verantwoordelijk voor de teruggave van deze bedragen voor zover ze die in uitvoering van dit lid vanwege de emittent heeft ontvangen. De interessen op deze bedragen komen toe aan de Deposito- en Consignatiekas zodra zij bij haar zijn gestort.

De Koning kan de nadere regels vastleggen voor de in deze paragraaf bedoelde verkoop, storting en teruggave.";

2° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. La personne qui demande la restitution des sommes issues de la vente visée aux §§ 1^{er} et 2 ou des titres déposés et inscrits au nom de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément au § 4 fournit à la Caisse des Dépôts et Consignations les titres sous leur forme papier.”;

3° le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

“Seule la preuve écrite est admise pour attester des anciennes opérations sur titres.

Tout autre mode de preuve de la qualité de titulaire est laissée à l’appréciation de l’émetteur qui assume seul la responsabilité de la décision de restitution éventuelle.

Le Roi détermine les modalités de communication entre l’émetteur et la Caisse.

La personne qui demande la restitution est redevable d’une amende calculée par année de retard à partir du 1^{er} janvier 2016.

Le montant de cette amende est, par année de retard, égale à 10 % de la somme ou de la contre-valeur des titres qui font l’objet de la demande en restitution.”;

4° le paragraphe 4, est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. Les titres qui ne sont pas vendus conformément à cet article au 30 novembre 2015 sont déposés par l’émetteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous la forme nominative jusqu’à ce qu’une personne ayant pu valablement établir sa qualité de titulaire en demande la restitution.”;

Le Roi peut fixer les modalités de ce dépôt.

La Caisse des Dépôts et Consignations n’est responsable de la restitution de ces titres que pour autant qu’ils ont été déposés auprès d’elle par l’émetteur en exécution du présent paragraphe conformément aux modalités prévues.

Il en est de même pour les sommes issues des ventes visées à l’article 11, §§ 1 et 2, ou destinées au remboursement des titres échus et qui transistent par un compte ouvert au nom de l’émetteur.”.

5° l’article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

“§ 5. L’émetteur fait confirmer par le commissaire ou, à défaut, par un comptable agréé externe, un expert comptable externe ou un réviseur d’entreprise que les dispositions visées au présent article ont bien été respectées.

Cette confirmation est adressée à l’organe de gestion de l’émetteur qui la communique, par voie électronique, à la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle fait également l’objet d’une mention particulière dans les annexes aux comptes annuels de l’année 2015.

Ce paragraphe ne s’applique pas à l’État.

La prescription du droit au remboursement des titres échus est suspendue de la même façon.”.

Art. 8. Dans la même loi, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

“Art. 12/1. § 1^{er}. Au 1^{er} janvier 2026, les sommes issues de la vente visées à l’article 11, §§ 1^{er} et 2 en dépôt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et qui n’ont pas fait l’objet d’une demande de restitution sont attribuées à l’État.

§ 2. Les titres inscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vertu de l’article 11, § 4 et qui n’ont pas fait l’objet d’une demande de restitution de la part de leur titulaire au 31 décembre 2025 peuvent être rachetés par l’émetteur. En ce qui concerne les actions, parts bénéficiaires ou certificats s’y rapportant, il respecte les conditions prévues à l’article 620 du Code des sociétés, à l’exception de la condition visée à l’article 620, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des sociétés à laquelle il peut être dérogé pour l’application du présent article. Si les conditions de l’article 620 du Code des sociétés ne sont pas remplies, le rachat peut être effectué par l’émetteur exclusivement en vue de la destruction immédiate des titres rachetés. Dans ce dernier cas, l’émetteur respecte les conditions prévues à l’article 621 du Code des sociétés.

Lorsque l’émetteur manifeste à la Caisse des Dépôts et Consignations, au plus tard le 31 décembre 2025 et par écrit, son intention de racheter les titres, l’État invite l’émetteur à faire une offre dans un délai de 15 jours à compter de la date d’envoi de l’invitation à un prix minimum établi par le Roi.

2° paragraphe 3, premier lid, est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. De persoon die de terugval vraagt van de bedragen afkomstig van de in §§ 1 en 2 bedoelde verkoop, of van de effecten gedeponeerd en ingeschreven op naam van de Deposito- en Consignatiekas overeenkomstig § 4, levert aan de Deposito- en Consignatiekas de effecten onder hun papieren vorm.”;

3° paragraphe 3, deuxième lid, est remplacé par ce qui suit :

“Enkel het schriftelijk bewijs wordt toegelaten voor het aantonen van vroegere operaties van effecten.

Elk ander bewijsmiddel van hoedanigheid van rechthebbende, wordt overgelaten aan de appreciatie van de emittent, die als enige de verantwoordelijkheid voor de beslissing tot eventuele terugval op zich neemt.

De Koning bepaalt les modalités de communication entre l’émetteur et la Kas.

De persoon qui demande la退回 vraagt is een boete verschuldigd, die berekend wordt per jaar achterstand vanaf 1 januari 2016.

Het bedrag van deze boete is, per jaar achterstand, gelijk aan 10 % van het bedrag of van de tegenwaarde van de effecten die het voorwerp zijn van de vraag om terugval.”;

4° paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. De effecten die op 30 november 2015 niet verkocht zijn overeenkomstig dit artikel, worden door de emittent in de vorm van effecten op naam neergelegd bij de Deposito- en Consignatiekas, totdat een persoon die op geldige wijze zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, de terugval ervan vraagt.

De Koning kan de nadere regels voor deze neerlegging vastleggen.

De Deposito- en Consignatiekas is slechts verantwoordelijk voor de terugval van deze effecten voor zover deze in uitvoering van deze paragraaf door de emittent bij haar zijn neergelegd, overeenkomstig de voorziene modaliteiten.

Dit geldt eveneens voor de bedragen afkomstig van de verkoper bepaald in artikel 11, §§ 1 en 2, of bestemd tot terugval van de vervallen titels en die overgaan via een rekening op naam van de uitgever.”.

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

“§ 5. De emittent laat bevestigen door de commissaris, of, bij ontstentenis, door een externe erkende boekhouder, een accountant of een bedrijfsrevisor, dat de bepalingen van dit artikel werden nageleefd.

Deze bevestiging wordt aan het bestuursorgaan van de emittent gericht, die haar langs elektronische weg aan de Deposito- en Consignatiekas bezorgt. Deze wordt eveneens specifiek vermeld in de bijlagen bij de jaarrekening van 2015.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de Staat.

De verjaringstermijn van het recht op terugval van vervallen titels wordt op dezelfde wijze geschorst.”.

Art. 8. Dans la même loi, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

“Art. 12/1. § 1. Op 1 januari 2026 worden de bedragen afkomstig van de verkoop, als bedoeld in artikel 11, §§ 1 en 2, die bij de Deposito- en Consignatiekas zijn gestort en waarvoor geen terugval werd gevraagd, aan de Staat toegekend.

§ 2. De effecten die krachtens artikel 11, § 4 zijn ingeschreven bij de Deposito- en Consignatiekas en waarvoor er op 31 december 2025 geen terugval werd gevraagd door de rechthebbende, kunnen worden teruggekocht door de emittent. Wat betreft de aandelen, winstbewijzen of certificaten die er betrekking op hebben, voldoet hij aan de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen, met uitzondering van de voorwaarde bedoeld in artikel 620, § 1, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van vennootschappen, waarvan kan worden afgeweken voor de toepassing van dit artikel. Indien de voorwaarden van artikel 620 van het Wetboek van vennootschappen niet vervuld zijn, kan de terugkoop enkel worden uitgevoerd door de emittent met het oog op de onmiddellijke vernieling van de teruggekochte effecten. In dit laatste geval voldoet de emittent aan de voorwaarden van artikel 621 van het Wetboek van vennootschappen.

Wanneer de emittent uiterlijk op 31 december 2025 aan de Deposito- en Consignatiekas schriftelijk te kennen geeft dat hij van plan is de effecten terug te kopen, vraagt de Staat de emittent om binnen een termijn van 15 dagen na de datum van verzending van deze uitnodiging, tegen een door de Koning vastgestelde minimumprijs een bod uit te brengen.

Si l'offre de rachat satisfait aux conditions du présent article, l'État l'acceptera dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'offre. Le produit de la vente des titres à l'émetteur est attribué à l'État. À défaut de rachat par l'émetteur, les titres sont attribués à l'État. La suspension de l'exercice des droits attachés aux titres prévue à l'article 10 prend fin au moment du transfert de la propriété des titres à l'État ou à l'émetteur.

L'émetteur assure le transfert à l'État de la propriété des titres attribués à l'État par une inscription au nom de l'État dans le registre des titres nominatifs de l'émetteur.

§ 3. À partir du moment où il devient propriétaire des titres, l'État peut les vendre, soit sur un marché réglementé ou non-réglementé, soit de gré à gré sous réserve du respect des clauses statutaires ou contractuelles limitant la libre cessionnalité des titres.”.

Art. 9. Dans l'article 14 de la même loi, -l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“La violation des articles 3, 4, 6 et 11 et des modalités du dépôt des sommes issues de la vente de titres et du dépôt des titres invendus auprès de Caisse des Dépôts et Consignations fixées par le Roi en exécution de l'article 11 est sanctionnée d'une amende de 200 à 100.000 euros.”.

CHAPITRE 4. — Modifications du chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), en ce qui concerne les coffres dormants.

Art. 10. Dans l'article 23 de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), le 4^o est remplacé par ce qui suit :

“4^o coffres dormants : coffres pour lesquels le loyer n'a pas été payé depuis au moins 5 ans et dont le contrat de location a été résilié par l'établissement loueur; des enveloppes scellées conservées par un établissement dépositaire et qui pendant au moins cinq ans n'ont pas fait l'objet d'une intervention par le déposant, ses ayants droit ou son représentant légal, sont assimilées à des coffres dormants;”.

Art. 11. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 32. § 1^{er}. Si, malgré la procédure de recherche visée à l'article 26, un coffre dormant n'a pas fait l'objet d'une intervention du locataire avant la fin de la première année qui suit le moment où le coffre est devenu dormant, l'établissement loueur ouvre le coffre en présence d'un huissier de justice ou d'un notaire avant la fin de la deuxième année qui suit le moment où le coffre est devenu dormant.

Si le locataire intervient quand même après la fin de la première année qui suit le moment où le coffre est devenu dormant, mais avant son ouverture, l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application.

L'huissier de justice ou le notaire dresse un inventaire du contenu du coffre concerné. L'inventaire mentionne également la destination qui lui sera donnée en exécution des alinéas 4 et 5.

L'huissier de justice ou le notaire glisse le contenu du coffre dans une enveloppe qu'il scelle et confie celle-ci en dépôt à l'établissement loueur.

Par dérogation à l'alinéa 4, l'établissement loueur met tout en œuvre afin :

1° d'inscrire les espèces sur des comptes;

2° de détruire les objets périssables;

3° de transférer les objets interdits ou dangereux à l'autorité compétente.

L'alinéa 1^{er} n'empêche pas que, conformément aux dispositions du contrat de location, l'établissement loueur puisse ouvrir un coffre sans demande du locataire avant que ce coffre ne soit devenu dormant ou que la procédure de recherche visée à l'article 26 ne soit achevée. Dans ce cas, les alinéas 3, 4 et 5 sont d'application.

L'établissement loueur peut porter en compte au locataire les frais d'ouverture du coffre et d'établissement de l'inventaire.

Indien het terugkoopbod voldoet aan de voorwaarden van dit artikel, wordt het door de Staat aanvaard binnen een termijn van 15 dagen na de datum van ontvangst van het bod. De opbrengst van de verkoop van de effecten aan de emittent wordt aan de Staat toegekend. Indien de emittent de effecten niet terugkoopt, worden ze aan de Staat toegekend. De schorsing van de uitoefening van de aan de effecten verbonden rechten, waarin voorzien is in artikel 10, eindigt zodra de eigendom van de effecten wordt overgedragen aan de Staat of aan de emittent.

De emittent zorgt voor de overdracht aan de Staat van de eigendom van de effecten die aan de Staat zijn toegekend via een inschrijving op naam van de Staat in het register van de effecten op naam van de emittent.

§ 3. Zodra de Staat eigenaar wordt van de effecten, kan hij ze verkopen, hetzij op een geregelde of niet-geregelde markt, hetzij uit de hand, onder voorbehoud van de naleving van de statutaire of contractuele bepalingen die de vrije overdraagbaarheid van de effecten beperken.”.

Art. 9. In artikel 14 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De overtreding van de artikelen 3, 4, 6 en 11 en de door de Koning in uitvoering van artikel 11 vastgestelde modaliteiten van de storting van de bedragen afkomstig van de verkoop van effecten en de neerlegging van de onverkochte effecten bij de Deposito- en Consignatiekas wordt bestraft met een geldboete van 200 tot 100.000 euro.”.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van het hoofdstuk V van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I), voor wat betreft de slapende safes

Art. 10. In artikel 23 van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I) wordt de bepaling onder 4^o vervangen als volgt :

“4^o slapende safes : safes waarvoor de huurprijs sedert minstens vijf jaar niet is betaald en waarvan de huur is opgezegd door de instelling-verhuurder; verzegelde omslagen die in bewaring zijn bij een instelling-depositaris en die gedurende minstens vijf jaar niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een tussenkomst door de deposant, zijn rechthebbenden of zijn wettelijke vertegenwoordiger, worden gelijkgesteld met slapende safes;”.

Art. 11. Artikel 32 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 32. § 1. Indien, ondanks de opsporingsprocedure bedoeld in artikel 26, een slapende safe niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een tussenkomst door de huurder vóór het einde van het eerste jaar volgend op het ogenblik waarop de safe een slapende safe is geworden, opent de instelling-verhuurder de safe in aanwezigheid van een gerechtsdeurwaarder of een notaris vóór het einde van het tweede jaar volgend op het ogenblik waarop de safe een slapende safe is geworden.

Als de huurder alsnog tussenkomst na het einde van het eerste jaar volgend op het ogenblik waarop de safe een slapende safe is geworden, maar vóór zijn opening, is het eerste lid niet van toepassing.

De gerechtsdeurwaarder of de notaris stelt een inventaris op van de inhoud van de betrokken safe. De inventaris vermeldt tevens de bestemming die eraan wordt gegeven in uitvoering van het vierde en vijfde lid.

De gerechtsdeurwaarder of notaris verpakt de inhoud van de betrokken safe in een omslag die hij verzegelt en geeft deze in bewaring bij de instelling-verhuurder.

In afwijking van het vierde lid, stelt de instelling-verhuurder alles in het werk om :

1° de speciën op rekeningen in te schrijven;

2° de voorwerpen die een risico op ontbinding inhouden, te vernietigen;

3° de verboden of gevaarlijke voorwerpen over te dragen aan de bevoegde overheid.

Het eerste lid belet niet dat overeenkomstig de bepalingen van het huurcontract een instelling-verhuurder een safe opent zonder dat de huurder erom verzoekt vooraleer deze safe een slapende safe is geworden of de opsporingsprocedure bedoeld in artikel 26 is voltooid. In dat geval zijn het derde, vierde en vijfde lid van toepassing.

De instelling-verhuurder mag de kosten voor de opening van de safe en het opstellen van de inventaris aanrekenen aan de huurder.

§ 2. Les données déterminées par le Roi, relatives aux enveloppes scellées avec le contenu du coffre concerné, sont transférées par l'établissement loueur à la Caisse avant la fin du mois qui suit le mois où le coffre a été ouvert ou, si cette ouverture a eu lieu en application du § 1^{er}, alinéa 6, avant la fin du treizième mois qui suit le mois où le coffre est devenu dormant.

La livraison matérielle de l'enveloppe scellée et de son inventaire à la Caisse se produit au moins une fois par an et au plus tôt dans le courant de 2014. Entre le moment où l'enveloppe est scellée et sa livraison matérielle, l'établissement loueur conserve l'enveloppe scellée au nom et pour compte du locataire. L'établissement loueur peut porter en compte au locataire les frais de la conservation et de la livraison matérielle de l'enveloppe scellée.

Le Roi définit des règles plus précises pour le transfert des données et la livraison matérielle des enveloppes scellées et de leurs inventaires à la Caisse et l'échange des données entre l'établissement loueur et la Caisse. Il peut aussi définir des règles plus précises concernant la conservation des enveloppes scellées par l'établissement loueur.

Le ministre des Finances détermine quand la première livraison matérielle des enveloppes scellées et de leurs inventaires aura lieu.”.

Art. 12. Dans la même loi, il est inséré un article 32/1 rédigé comme suit :

“Art. 32/1. Sous réserve de l'application de l'article 43 et sauf en cas d'erreur ou de faute dans le chef de l'établissement loueur, la livraison matérielle de l'enveloppe scellée à la Caisse libère l'établissement loueur de toute obligation à l'égard du locataire, des autorités et de tout tiers.

La Caisse ne reprend pas les droits et les obligations de l'établissement loueur à l'exception de l'obligation de restitution.”.

Art. 13. Dans la même loi, il est inséré un article 32/2 rédigé comme suit :

“Art 32/2. La Caisse tient un registre des coffres dormants et en assure l'accès aux personnes justifiant d'un intérêt légitime. Le Roi détermine les conditions d'accès à ce registre.”.

Art. 14. À l'article 41 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er} les mots “et les enveloppes scellées livrées à la Caisse” sont insérés entre les mots “Les avoirs déposés à la Caisse” et les mots “sont détenus”;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

“Les enveloppes scellées livrées à la Caisse sont acquises à l'État lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans qui prend cours à partir de la date à laquelle les coffres dont le contenu se trouve dans ces enveloppes, sont devenus dormants au sens de l'article 23, 4°.”;

3° l'alinéa 5 devient l'alinéa 6;

4° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“La Caisse conserve les enveloppes scellées qui lui ont été livrées et peut porter en compte les frais de tiers au locataire. Le Roi définit les règles pour l'imputation de ces frais.”.

Art. 15. Dans la même loi, il est inséré un article 41/1 rédigé comme suit :

“Art. 41/1. Un service public fédéral ou une institution désigné par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, ouvre les enveloppes scellées qui sont devenues la propriété de l'État sur base de l'article 41, alinéa 5. Le Roi peut déterminer les modalités de la mise à disposition des enveloppes scellées à ce service ou cette institution, de la destination du contenu des enveloppes scellées et du versement à la Caisse du produit de la vente éventuelle.”.

Art. 16. Dans l'article 42 de la même loi, les mots “et du produit de la vente visée à l'article 41/1” sont insérés entre les mots “et de l'article 38, alinéa 6, “et les mots “au Fonds de vieillissement”.

Art. 17. Dans l'article 43 de la même loi, les mots “de l'article 32, alinéas 1^{er} et 2” sont remplacés par les mots “de l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}”.

§ 2. De door de Koning bepaalde gegevens betreffende de verzegelde omslagen met de inhoud van de betrokken safe worden door de instelling-verhuurder overgedragen aan de Kas vóór het einde van de maand die volgt op de maand waarin de safe is geopend of, als deze opening is gebeurd met toepassing van § 1, zesde lid, vóór het einde van de dertiende maand die volgt op de maand waarin de safe een slapende safe is geworden.

De materiële levering van de verzegelde omslag en zijn inventaris aan de Kas gebeurt minstens één keer per jaar en ten vroegste in de loop van 2014. Tussen het ogenblik waarop de omslag wordt verzegeld en zijn materiële levering bewaart de instelling-verhuurder de verzegelde omslag namens en voor rekening van de huurder. De instelling-verhuurder mag de kosten voor de bewaring en de materiële levering van de verzegelde omslag aanrekenen aan de huurder.

De Koning bepaalt nadere regels voor de overdracht van de gegevens en de materiële levering van de verzegelde omslagen en hun inventarissen aan de Kas en de uitwisseling van gegevens tussen de instelling-verhuurder en de Kas. Hij kan tevens nadere regels bepalen voor de bewaring van de verzegelde omslagen door de instelling-verhuurder.

De minister van Financiën bepaalt wanneer de eerste materiële levering van de verzegelde omslagen en hun inventaris zal plaatshebben.”.

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 32/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 32/1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 43 en behalve in geval van vergissing of fout van de instelling-verhuurder, bevrijdt de materiële levering van de verzegelde omslag aan de Kas de instelling-verhuurder van elke verplichting ten opzichte van de huurder, de overheden en elke derde.

De Kas treedt niet in de rechten en verplichtingen van de instelling-verhuurder met uitzondering van de verplichting tot teruggave.”.

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 32/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 32/2. De Kas houdt een register van de slapende safes bij en verzekert de toegang ervan voor de personen die een wettig belang aantonen. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toegang tot dit register.”.

Art. 14. In artikel 41 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “en de verzegelde omslagen geleverd aan de Kas” ingevoegd tussen de woorden “De tegoeden gedeponerd bij de Kas” en het woord “blijven”;

2° een lid wordt tussen het vierde en het vijfde lid ingevoegd, luidende :

“De verzegelde omslagen geleverd aan de Kas worden eigendom van de Staat na het verstrijken van een termijn van dertig jaar die ingaat op de datum waarop de safes waarvan de inhoud zich in deze verzegelde omslagen bevindt, slapende safes in de zin van artikel 23, 4°, zijn geworden.”;

3° het vijfde lid wordt het zesde lid;

4° het wordt aangevuld met een lid, luidende :

“De Kas bewaart de aan haar geleverde verzegelde omslagen en mag hiervoor aan de huurder de kosten van derden, aanrekenen. De Koning bepaalt de regels voor de aanrekening van deze kosten.”.

Art. 15. In dezelfde wet wordt een artikel 41/1 ingevoegd, luidende :

“Art 41/1. Een federale overheidsdienst of een instelling die daartoe is aangeduid bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, opent de verzegelde omslagen die eigendom zijn geworden van de Staat op grond van artikel 41, vijfde lid. De Koning mag de modaliteiten van de terbeschikkingstelling van de verzegelde omslagen aan deze dienst of instelling, van de bestemming van de inhoud van de verzegelde omslagen en van de storting van de opbrengst van de eventuele verkoop aan de Kas regelen.”.

Art. 16. In artikel 42 van dezelfde wet worden de woorden “en van de opbrengst van de in artikel 41/1 bedoelde verkoop” ingevoegd tussen de woorden “gedeponeerde tegoeden” en de woorden “dat Hij bepaalt”.

Art. 17. In artikel 43 van dezelfde wet worden de woorden “artikel 32, eerste en tweede lid” vervangen door de woorden “artikel 32, § 2, eerste lid”.

Art. 18. L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 50. Pour les coffres qui sont dormants au sens de l'article 23, 4°, au moment de l'entrée en vigueur du présent article et qui malgré la procédure de recherche visée à l'article 26 n'ont pas fait l'objet d'une intervention de la part du locataire, l'établissement loueur doit au plus tard dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur du présent article :

1° s'il n'existe pas d'inventaire du contenu du coffre dormant dressé par un huissier de justice ou un notaire, ouvrir les coffres ou les enveloppes scellées en présence d'un huissier de justice ou d'un notaire, qui dresse ledit inventaire en application de l'article 32, § 1^{er}, alinéas 3 à 5 et 7;

2° s'il existe un inventaire du contenu du coffre dormant dressé par un huissier de justice ou un notaire et faisant mention d'objets visés à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 5, ouvrir les enveloppes scellées, dresser un nouvel inventaire et appliquer l'article 32, § 1^{er}, alinéa 5;

3° se conformer aux obligations qui lui sont imposées par l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 41, alinéa 5, sont acquises à l'État au plus tôt trente ans après l'entrée en vigueur du présent article les enveloppes scellées livrées à la Caisse dans lesquelles se trouve le contenu des coffres qui sont dormants au sens de l'article 23, 4°, au moment de l'entrée en vigueur du présent article."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

La Ministre des Classes moyennes, des P.M.E.,
des Indépendants et de l'Agriculture,

Mme S. LARUELLE

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) Session 2013-2014.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 53-3219/001. — Amendements, n° 53-3219/002. — Texte adopté par la commission, n° 53-3219/005. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 53-3219/006.

Compte rendu intégral : 12 décembre 2013.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre, n° 5-2404/1. — Texte adopté par la commission : non amendé. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale : non amendé.

Annales : 18 décembre 2013.

Art. 18. Artikel 50 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 50. Voor wat betreft de safes die op het moment van de inwerkingtreding van dit artikel slapende safes in de zin van artikel 23, 4°, zijn en die ondanks de oopsporingsprocedure bedoeld in artikel 26 niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een tussenkomst door de huurder, dient de instelling-verhuurder binnen een termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit artikel :

1° als er geen door een gerechtsdeurwaarder of notaris opgestelde inventaris bestaat van de inhoud van de slapende safes, de safes of de verzegelde omslagen te openen in aanwezigheid van een gerechtsdeurwaarder of een notaris, die de inventaris ervan opstelt met toepassing van artikel 32, § 1, derde tot vijfde lid en zevende lid;

2° als er een door een gerechtsdeurwaarder of notaris opgestelde inventaris bestaat van de inhoud van de slapende safes die melding maakt van voorwerpen bedoeld in artikel 32, § 1, vijfde lid, de verzegelde omslagen te openen, een nieuwe inventaris op te stellen en artikel 32, § 1, vijfde lid, toe te passen;

3° de haar door artikel 32, § 2, eerste lid, opgelegde verplichtingen na te komen.

In afwijking van artikel 41, vijfde lid, wordt de Staat ten vroegste dertig jaar na de inwerkingtreding van dit artikel eigenaar van de aan de Kas geleverde verzegelde omslagen waarin zich de inhoud bevindt van safes die slapende safes in de zin van artikel 23, 4°, zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s,
Zelfstandigen en Landbouw,

Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 53-3219/001. — Amendementen, nr. 53-3219/002. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 53-3219/005. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 53-3219/006.

Integraal Verslag : 12 december 2013.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer, n° 5-2404/1. — Tekst aangenomen door de commissie : niet geamendeerd — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekragting voorgelegd : niet geamendeerd.

Handelingen : 18 december 2013.